

## Bourse Uemoa

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...* • (Page 07)

## Horlogerie

**Les exportations de montres suisses ont grimpé à 1,78 milliard**  
*Grâce à la Chine et au Japon, les exportations horlogères suisses ont augmenté de 9,1% en août. Cela compense le net repli vers les États-Unis. Les exportations....* • (Page 08)

## Développement durable

**A quatre ans de 2030, le compte n'y est pas**  
*À quatre ans de l'échéance fixée pour atteindre les objectifs de développement durable, l'ONU tente de ranimer une ambition malmenée par les ...* • (Page 09)

## Financement agricole et microfinance

# Deux priorités pour le secteur financier

• (Page 03)

## Jeunesse

**La Commune des Lacs 1 lance le programme « YCAF »**

*La Commune des Lacs 1 a lancé, le 3 septembre 2026 à Aného, le programme Youth Climate Fund (YCAF), ...* • (Page 02)

## Ecole togolaise de 2023 à 2026

**Quatre ans d'investissements, preuves par les chiffres**

*Le système éducatif togolais poursuit sa mue. A l'occasion de la rentrée scolaire 2026-2027, le Gouvernement met en avant ...* • (Page 05)

## Industrialisation verte

**L'expertise du groupe Hyundai Motor en Afrique**

*Le Groupe de la Banque africaine de développement et le groupe Hyundai Motor sont convenus d'explorer les opportunités de coopération dans la mobilité durable et le ....* • (Page 06)

## Kozah / chefferie traditionnelle

**Des acteurs outillés pour une bonne gestion des affaires coutumières**

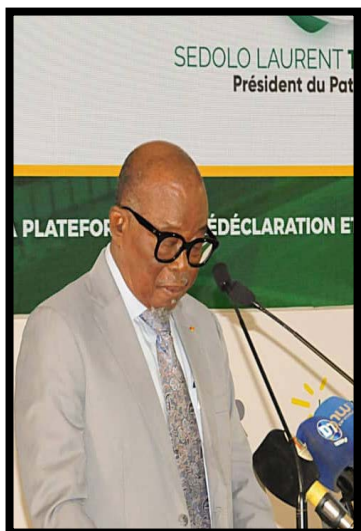
*Les acteurs impliqués dans le processus de gestion de la chefferie traditionnelle ont été outillés le samedi 19 septembre à Kara sur les textes et procédures ...* • (Page 11)



## Digitalisation

• (Page 04)

# La plateforme e-TPU pour le paiement des taxes des PME / PMI



## REBRAND YOUR LEADERSHIP

Thème :

**LEADERSHIP ET L'IA : COMBINAISON D'INNOVATION, DE GOUVERNANCE ET DE COMPÉTITIVITÉ POUR LES ENTREPRISES ET ORGANISATIONS AFRICAINES ?**

**5 DÉC 2026** • **HÔTEL SAKAWA (LOME)** | **6ème ÉDITION**

+228 92860146 / +229 01 97 21 69 94 • [rebrandyourleadership@senakpon.com](mailto:rebrandyourleadership@senakpon.com)



## Jeunesse

### La Commune des Lacs 1 lance le programme « YCAF »

La Commune des Lacs 1 a lancé, le 3 septembre 2026 à Aného, le programme Youth Climate Fund (YCAF), destiné à soutenir les initiatives des jeunes en faveur de l'environnement et de la résilience climatique. Un appel à projets est ouvert jusqu'au 15 octobre 2026.

• Wilson Lawson

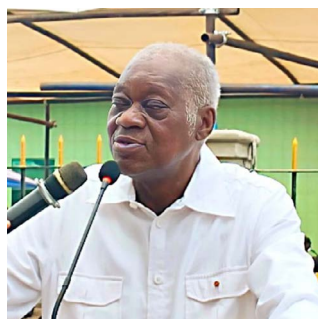
Programme pour une ville plus verte et résiliente. En marge des festivités d'Epé-Ekpé, marquant le nouvel an Guin-Mina, la Commune des Lacs 1 a officiellement lancé, le 3 septembre 2026 à Aného, le programme « Youth Climate Fund » (YCAF), dénommé en français « Fonds Jeunesse et Action pour le Climat ». La cérémonie a été présidée par le Sénateur-Maire de la Commune des Lacs 1, Me Alexis Coffi Aqueburu. Elle a permis au point focal du programme, Maurice Gueffi, de présenter aux jeunes les objectifs, la vision et les critères de participation à cette initiative. Le programme vise à favoriser l'émergence d'une ville plus propre, plus verte et plus résiliente, en cohérence avec le Plan d'Action pour l'Accès à l'Énergie Durable et le Climat de la Commune des Lacs 1 (2024-2034).

#### Appel à projets destiné aux jeunes

À l'occasion du lancement, un appel à soumission de projets a été ouvert à l'intention des jeunes et des groupes de jeunes de la commune. Les initiatives proposées doivent s'inscrire dans l'un des



domaines suivants : assainissement et gestion des déchets ; reboisement et protection de l'environnement ; jardins scolaires et agroécologie ; innovation verte et solutions locales ; sensibilisation et éducation climatiques. À travers cet appel, la municipalité entend encourager les jeunes à développer des solutions concrètes adaptées aux défis environnementaux de leur territoire. Les candidatures ouvertes jusqu'au 15 octobre 2026. Les jeunes et groupes intéressés sont invités à soumettre leurs projets par courrier électronique à l'adresse suivante : [contactmairieaneho@lacs1.mairie.tg](mailto:contactmairieaneho@lacs1.mairie.tg). La date



limite de réception des dossiers est fixée au 15 octobre 2026. Les candidats sont ainsi appelés à préparer des initiatives répondant aux priorités climatiques de la commune et aux critères présentés lors de la cérémonie de lancement.

#### Initiative internationale de Bloomberg Philanthropies

Le Fonds Jeunesse et Action pour le Climat est une initiative de Bloomberg Philanthropies, une organisation basée aux États-Unis. Le programme est déployé dans 300 villes à travers le monde, dont les communes des Lacs 1, de Zio 2 et d'Oti-Sud 1 au Togo. Il vise à fournir aux municipalités des ressources financières et un accompagnement leur permettant de mobiliser les jeunes âgés de 15 à 24 ans dans la conception et la mise en œuvre de solutions correspondant aux priorités locales.

#### Financement pouvant atteindre 100 000 dollars

Dans le cadre du programme, les municipalités organisent des concours d'innovation destinés à recueillir les propositions des jeunes. Les projets jugés les plus prometteurs sont ensuite sélectionnés et bénéficient d'un financement de 50 000 dollars, accompagné d'une assistance technique de Bloomberg Philanthropies. Les municipalités qui mettent en œuvre rapidement et avec succès les initiatives retenues peuvent recevoir un financement supplémentaire de 50 000 dollars, destiné à soutenir de nouveaux projets portés par les jeunes et à élargir leur participation.

## Image du jour



## AUX DÉCIDEURS ...

### Transformation concrète

Le Togo affiche des indicateurs économiques encourageants, avec une croissance projetée à 6,3 % en 2026 et une inflation contenue. Mais derrière ces chiffres se trouve un enjeu essentiel : transformer la stabilité macroéconomique en opportunités concrètes pour les agriculteurs, les TPME et les populations. La troisième session du Conseil National du Crédit invite à réfléchir aux conditions d'une croissance véritablement inclusive.

Les chiffres économiques ont leur importance. Ils permettent de mesurer les progrès accomplis, d'évaluer les politiques publiques et de guider les décisions. Au Togo, la croissance projetée à 6,3 % en 2026, contre 6,1 % en 2025, témoigne d'une dynamique économique que le ministre des Finances et du Budget, Es-sowè Georges Barcola, a qualifiée de résiliente.

Les transports, le commerce, les activités portuaires et la Plateforme industrielle d'Adétikopé participent à cette évolution. L'inflation, annoncée à 0,5 % à fin juin 2026, ainsi que la baisse de la dette et la maîtrise du déficit évoquées par le ministre, constituent également des éléments importants du débat économique. Toutefois, une question demeure : comment faire en sorte que ces performances se traduisent durablement par une amélioration des conditions de vie et une plus grande capacité de production des acteurs économiques ?

C'est à cette question que le secteur financier doit contribuer à répondre. Le crédit ne doit pas être considéré comme une simple opération comptable. Pour un agriculteur, il peut représenter la possibilité d'acquérir des équipements, d'améliorer ses rendements ou de développer une activité de transformation. Pour une TPME, il peut permettre de recruter, d'investir et de conquérir de nouveaux marchés.

L'appel du ministre aux banques à renforcer leur soutien à l'agriculture et aux TPME, notamment grâce à des mécanismes de garantie comme le ProMIFA, souligne une réalité : l'accès au financement demeure une condition importante de la transformation économique.

L'enjeu n'est donc pas uniquement d'augmenter les volumes de crédit, mais de favoriser des financements adaptés aux besoins, aux cycles d'activité et aux capacités de remboursement des bénéficiaires.

Le second point de vigilance soulevé par le ministre concerne la microfinance. Ce secteur occupe une place particulière dans l'inclusion financière, notamment auprès des populations qui rencontrent des difficultés d'accès aux services bancaires classiques.

L'appel à l'exécution stricte des plans de redressement doit être compris comme une exigence de gouvernance, de transparence et de protection des déposants. La confiance ne se décrète pas. Elle se construit à travers des institutions solides, des mécanismes de contrôle efficaces et une gestion rigoureuse des ressources confiées.

La nouvelle feuille de route gouvernementale 2026-2031, évoquée par le ministre Barcola, appelle à une mobilisation des acteurs publics et privés.

L'État, les banques, les institutions de microfinance, les organisations professionnelles et les entreprises ont des responsabilités différentes, mais complémentaires. Le dialogue entre ces acteurs peut contribuer à mieux identifier les obstacles au financement et à concevoir des réponses adaptées.

La vision de « protéger, rassembler et transformer », rappelée par le ministre, prend toute sa portée lorsqu'elle se traduit dans les pratiques économiques et institutionnelles.

Le défi consiste désormais à consolider les acquis, à réduire les obstacles à l'initiative privée et à renforcer les capacités productives des secteurs qui créent des emplois et des revenus.

L'agriculture et les TPME méritent, à cet égard, une attention particulière. Leur développement dépend du financement, mais aussi de l'accompagnement technique, de l'accès aux marchés, des infrastructures et de la prévisibilité de l'environnement des affaires.

La réussite de la transformation annoncée se mesurera autant dans les statistiques nationales que dans les réalités vécues par les entrepreneurs, les agriculteurs et les ménages. C'est à cette condition que la croissance pourra s'inscrire dans la durée et contribuer pleinement aux ambitions de développement du Togo.

M.T

#### Le Togo en chiffres

##### DEMOGRAPHIE

|                                                                     | Pays     | Afrique de l'Ouest | Afrique subsaharienne |
|---------------------------------------------------------------------|----------|--------------------|-----------------------|
| Population (NU, 2023)                                               | 9,3 M    | 446 M              | 1,2 Md                |
| Taux de croissance démographique (NU, 2023)                         | 2,3%     | 2,3%               | 2,6%                  |
| Population en 2050 (estimations NU, 2023)                           | 15,6 M   | 735 M              | 2,1 Mds               |
| Taux de fertilité (NU, 2023)*                                       | 4,2      | 4,4                | 4,3                   |
| Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**       | 41       | 60                 | 48                    |
| Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)*** | 77,1     | 91,2               | 94,4                  |
| Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)            | 39,9%    | 41,5%              | 41%                   |
| Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)                          | 52,7 ans | 58,3 ans           | 62,1 ans              |
| Part de la pop. urbaine (NU, 2023)                                  | 44,5%    | 49,5%              | 43,1%                 |

\* Nombre d'enfants par femme. \*\* Nombre de décès pour 1000 enfants. \*\*\* Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : [tresor.economie.gouv.fr](https://tresor.economie.gouv.fr)

## Financement agricole et microfinance

## Deux priorités pour le secteur financier

Le 17 septembre 2026 à Lomé, au cours de sa troisième session ordinaire, le Conseil National du Crédit a examiné la situation économique, monétaire et bancaire du Togo à fin juin. Le ministre des Finances et du Budget a salué la résilience de l'économie, tout en appelant à renforcer le financement de l'agriculture et des TPME.

• Joël Yanclo

Une croissance économique projetée à 6,3 % en 2026. Le ministre des Finances et du Budget, Essowé Georges Barcola, a présidé, le 17 septembre 2026, la troisième session ordinaire du Conseil National du Crédit (CNC), au titre du troisième trimestre. Il était entouré du ministre de l'Économie et de la Veille stratégique, Badanam Patoki, et du directeur national de la BCEAO, Ekué Djro Glokpor. Cette rencontre, qui fait suite à celle du 18 juin 2026, a porté sur l'examen de la situation économique, monétaire et du système bancaire togolais à fin juin 2026. À l'ouverture des travaux, le ministre a souhaité la bienvenue aux nouveaux membres du Conseil, notamment Sondou Adewa, représentant des Chambres régionales de métiers, et Sedolor Laurent Tamagnon, président du patronat.

### Une économie résiliente dans un environnement d'inflation maîtrisée

Dans son intervention, Essowé Georges Barcola a mis en avant les performances de l'économie togolaise, présentée comme résiliente malgré les défis économiques. La crois-

sance est projetée à 6,3 % en 2026, contre 6,1 % en 2025. Cette progression serait portée notamment par les secteurs des transports, du commerce, des activités portuaires et de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA). Parallèlement, l'inflation demeure contenue, avec un taux de 0,5 % à fin juin 2026. Sur le plan des finances publiques, le ministre a souligné les résultats obtenus, notamment la baisse de la dette et la maîtrise du déficit. Il a inscrit ces évolutions dans le cadre des orientations stratégiques du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé.

### Le secteur bancaire appelé à soutenir davantage l'agriculture et les TPME

Le secteur bancaire présente des indicateurs ju-

gés satisfaisants, caractérisés par une progression des dépôts et des crédits. Toutefois, le ministre des Finances a identifié deux domaines nécessitant une attention particulière. Le premier concerne le financement de l'agriculture et des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME). Il s'est félicité de l'augmentation de 93,3 % des crédits agricoles, qui atteignent 15,4 milliards de FCFA. Malgré cette progression, Essowé Georges Barcola a encouragé les établissements bancaires à intensifier leurs efforts de financement, en s'appuyant notamment sur des mécanismes de garantie tels que le ProMIFA. L'objectif est de faciliter davantage l'accès au crédit pour les acteurs agricoles et les petites entreprises, afin de renforcer leur contribution à l'activité économique.

### La microfinance au cœur des préoccupations

La deuxième vigilance concerne le secteur de la microfinance. Le ministre a appelé à une mise en œuvre rigoureuse des plans de redressement, afin de préserver l'épargne des populations et de renforcer la stabilité des institutions concernées. Cette exigence s'inscrit dans une volonté de consolider la confiance des usagers et de garantir un fonctionnement durable du secteur de la microfinance.

### Un appel à une mobilisation collective autour de la feuille de route 2026-2031

Dans son discours de clôture, le ministre des Finances et du Budget a insisté sur la nécessité d'une mobilisation de l'ensemble des acteurs économiques pour accompagner la nouvelle feuille de route gouvernementale 2026-2031. « La nouvelle feuille de route gouvernementale 2026-2031 ne pourra produire pleinement ses effets que si elle est portée par une dynamique collective. » Il a appelé l'État, le secteur privé, les banques, les institutions de microfinance, les organisations professionnelles et les autres acteurs économiques à contribuer à la réalisation des objectifs

gouvernementaux. Selon le ministre, la vision du Président du Conseil, fondée sur les principes de protéger, rassembler et transformer, doit être partagée par l'ensemble des parties prenantes.

### Les décisions de la BCEAO examinées

Les travaux du Conseil National du Crédit se sont poursuivis avec l'examen des décisions issues de la réunion du Comité de politique monétaire de la BCEAO, tenue le 9 septembre 2026 à Dakar. Cette étape a permis de prolonger les échanges sur les orientations monétaires et leurs implications pour le système financier togolais.

### Le CNC, un cadre de suivi de l'économie nationale

Le Conseil National du Crédit constitue un cadre d'observation et d'analyse des évolutions économiques du Togo. Il se réunit quatre fois par an et rassemble les représentants des principaux acteurs du système économique et financier. Il regroupe notamment les représentants du secteur bancaire et de la microfinance, des ministères chargés des Finances et de l'Économie, de la BCEAO, du patronat, de la Chambre de commerce ainsi que des associations de consommateurs. À travers ses sessions régulières, le CNC contribue au suivi de la situation économique, monétaire et financière du pays, tout en favorisant le dialogue entre les pouvoirs publics et les acteurs du secteur privé.



## Digitalisation

# La plateforme e-TPU pour le paiement des taxes des PME / PMI

L'Office Togolais des Recettes (OTR) a officiellement lancé la plateforme e-TPU, dédiée à la télédéclaration et au télépaiement de la Taxe Professionnelle Unique. Accessible 24h/24 et 7j/7 depuis un téléphone, cet outil vise à simplifier les démarches fiscales et à améliorer le climat des affaires.

● Joël Yanclo

Une plateforme accessible à tout moment. L'Office Togolais des Recettes (OTR) franchit une nouvelle étape dans la modernisation de ses services avec le lancement officiel de la plateforme e-TPU. La cérémonie s'est tenue ce mardi, sous la présidence du ministre des Finances et du Budget, Essowé Georges Barcola, en présence de la commissaire générale de l'OTR, Yawa Djigbodi Tsegan. Conçue pour faciliter la télédéclaration et le télépaiement de la Taxe Professionnelle



Unique (TPU), la plateforme est accessible depuis un simple téléphone, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Selon la commissaire générale de l'OTR, e-TPU répond à quatre ambitions : accroître la mobilisation des recettes, améliorer le climat des affaires, simplifier les procédures fiscales et renforcer la confiance entre l'administration et les contribuables.

### Une réforme inscrite dans la modernisation de l'administration fiscale

À l'ouverture de la cérémonie, le ministre Essowé Georges Barcola a rappelé la portée de cette réforme, qu'il a inscrite dans les orientations du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. « Cette réforme traduit dans les faits les instructions de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil, de faire de l'OTR une administration moderne au service des usagers et au service du développement. » Le ministre a présenté trois avantages majeurs liés à la plateforme. Le premier concerne la modernisation des procédures,

avec la suppression des déclarations papier et des ressaisies manuelles. Le deuxième porte sur la simplification des démarches, désormais réalisables en quelques minutes, sans déplacement. Le troisième vise l'équité fiscale, grâce à un traitement homogène des contribuables sur l'ensemble du territoire.

### L'inclusion numérique

Si la digitalisation doit faciliter l'accès aux services fiscaux, le ministre des Finances a également insisté sur la nécessité de veiller à ce qu'elle ne crée pas de nouvelles exclusions. Il a rappelé une alerte formulée par le Président du Conseil lors du Dialogue sur la prospérité en Afrique, le 1er février 2025 : « La digitalisation peut facilement devenir un levier d'exclusion si elle n'est pas pensée de manière inclusive ». Dans cette perspective, Essowé Georges Barcola a instruit l'OTR de mettre en place un plan de conduite du changement. L'objectif est d'accompagner les usagers dans l'appropriation de la plateforme et de garantir que personne ne soit laissé pour compte. Le ministre a également appelé au civisme fiscal, rappelant que le paiement des impôts contribue au financement des infrastructures et des services publics. « Payer l'impôt, c'est construire une route, une école, un centre de santé. ».



### Le secteur privé salue un gain de temps pour les entreprises

Le lancement de la plateforme a reçu un accueil favorable des représentants du secteur privé et des artisans. Pour Sedolo Laurent Tamegnon, président du Conseil national du patronat du Togo (CNP-Togo), la simplification des procédures fiscales constitue un enjeu de compétitivité. Il



a rappelé que les TPME représentent 80 % des entreprises et 40 % du PIB, avant d'insister sur l'importance du temps dans la vie des entreprises. « Time is money. Chaque procédure simplifiée est un gain pour l'entreprise et chaque gain pour l'entreprise est un gain pour notre économie ».

### Les artisans saluent la fin des déplacements pour le paiement

Du côté des artisans, le président de l'Union des Chambres régionales de métiers (UCRM), Adewa Sondou, a mis en avant l'impact concret de la plateforme sur les activités quotidiennes. « Aller faire la queue pour payer ses taxes alors que le client appelle pour une panne, le choix est clair. Aujourd'hui, où que nous soyons, nous pouvons payer ». Avec e-TPU, les artisans et les petites entreprises peuvent effectuer leurs démarches fiscales sans interrompre nécessairement leurs activités professionnelles pour se rendre dans un centre de paiement.

### Moderniser sans exclure, simplifier sans compromettre les recettes

À travers e-TPU, l'OTR entend favoriser l'adhésion volontaire des contribuables, élargir l'assiette fiscale et sécuriser la mobilisation des recettes publiques. La



réussite de cette réforme dépendra toutefois de son appropriation par les milliers de PME, PMI et artisans concernés. L'accompagnement des utilisateurs, l'ac-

cessibilité du dispositif et l'efficacité du service seront déterminants pour transformer l'outil numérique en véritable levier de simplification. L'ambition affichée consiste à moderniser l'administration fiscale tout en préservant l'inclusion et la qualité du recouvrement.

### Les organes de recours annoncés comme prochaine étape

Le lancement d'e-TPU s'inscrit dans la pour-

suite de la digitalisation des services de l'Office Togolais des Recettes. La plateforme vient réduire la place des procédures manuelles dans le traitement de la Taxe Professionnelle Unique. La prochaine étape annoncée concerne l'opérationnalisation des organes de recours. Cette évolution doit permettre aux opérateurs économiques de disposer, en complément des démarches simplifiées, d'une voie de recours accessible et équitable.

## Université de Datcha

### Candidatures ouvertes pour des formations en Licence

Au Togo, l'Université de Datcha s'apprête à accueillir ses premiers étudiants. Pour sa première rentrée académique, l'établissement a lancé un appel à candidatures à l'intention des bacheliers au titre de l'année académique 2026-2027.

Les candidatures concernent plusieurs parcours proposés au sein de ses différentes composantes, notamment l'Institut des Sciences Technologiques et de l'Innovation (ISTI), l'Institut des Sciences Agronomiques et Environnementales (ISAE) et la Faculté des Sciences Économiques, Sociales et du Territoire (FaSEST). À l'ISTI, trois parcours sont ouverts : Instrumentation et maintenance biomédicale, Agroéquipements et écotechnologies, ainsi que Sciences et technologies nucléaires. L'ISAE propose pour sa part cinq formations : Agroécologie et productions végétales résilientes, Élevages et gestion durable des pâturages, Mécanisation agricole et gestion des agroéquipements, Gestion des entreprises agricoles et agrobusiness, et Sylviculture et gestion durable des forêts. Du côté de la FaSEST, les bacheliers peuvent candidater aux parcours Gestion des structures de santé, Gouvernance et sécurité foncière, Intelligence territoriale et Geo-data, Analyse économique et veille stratégique, ainsi que Management stratégique et suivi-évaluation. Des conditions d'admission selon les formations. Pour les formations de



l'ISTI et de l'ISAE, l'appel s'adresse aux titulaires d'un baccalauréat scientifique, séries C ou D, ou d'un diplôme reconnu équivalent, obtenu en 2025 ou 2026. La sélection se fera sur étude de dossier, à partir des résultats du BEPC, du BAC I et du BAC II, en français, mathématiques, sciences physiques, SVT et anglais. S'agissant des parcours de la FaSEST, les candidats doivent être titulaires du BAC II des séries A, C, D, E, G2 ou G3, selon les parcours concernés, ou d'un diplôme reconnu équivalent, obtenu en 2025 ou 2026. L'affectation et l'orientation seront effectuées sur la base des résultats du BAC I et du BAC II. Les critères portent sur le français, l'histoire-géographie, l'anglais ou les mathématiques, en fonction des formations.

### Les candidatures ouvertes à partir du 21 septembre

Les dossiers de candida-

ture devront comprendre une demande manuscrite, une copie légalisée de l'acte de naissance, une copie légalisée ou un duplicata du certificat de nationalité, ainsi que les relevés de notes requis selon la formation choisie. Les candidats devront également s'acquitter des frais d'étude de dossier, fixés à 10.000 FCFA pour les Togolais et les ressortissants des pays de l'Uemoa, et à 15.000 FCFA pour les ressortissants des pays hors zone UEMOA. Les dossiers sont reçus à partir du lundi 21 septembre au secrétariat des instituts et de la faculté concernés sur le campus de Datcha, ainsi qu'au Centre de formation continue de l'Université de Lomé et à la DAAS de l'Université de Kara. La clôture est fixée au vendredi 9 octobre et les résultats de la sélection sont annoncés pour le 23 octobre 2026. L'Université de Datcha, créée il y a quelques années, est la 3ème université publique du pays. Cet appel à candidatures marque ainsi une première étape concrète de son ouverture académique, avec l'accueil de sa première cohorte d'étudiants pour l'année 2026-2027.

(Togo Officiel)

## Ecole togolaise de 2023 à 2026

# Quatre ans d'investissements, preuves par les chiffres

Le système éducatif togolais poursuit sa mue. A l'occasion de la rentrée scolaire 2026-2027, le Gouvernement met en avant plusieurs indicateurs qui témoignent des efforts engagés ces dernières années pour renforcer les capacités d'accueil, accroître les effectifs enseignants et améliorer les performances scolaires.

Pour accompagner les profondes transformations de la société et répondre aux exigences d'un monde en constante évolution, le Gouvernement togolais inscrit la modernisation du système éducatif au cœur de ses priorités. Cette ambition vise à construire une école plus inclusive, performante et résolument tournée vers l'avenir, capable de garantir à chaque citoyen les connaissances, les compétences et les valeurs nécessaires à son épanouissement et à sa pleine participation au développement du pays.

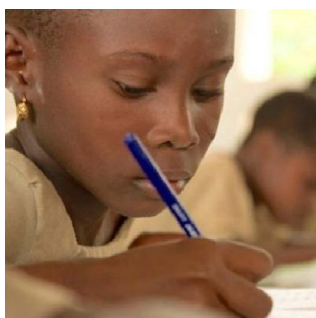
Dans cette perspective, la politique éducative nationale s'articule autour de sept axes stratégiques qui constituent les principaux leviers d'une transformation durable de l'école togolaise. Ces axes portent notamment sur l'équité d'accès à l'éducation et à la formation, l'exigence de qualité et d'excellence, ainsi que l'adéquation de la formation et de la recherche avec les besoins et les priorités de la nation. Ils accordent également une place centrale à l'innovation et à la recherche pédagogique et scientifique, à une digitalisation maîtrisée du système éducatif et au développement des compétences transversales et citoyennes. Enfin, la concertation, la gouvernance participative et la co-construction des politiques éducatives viennent renforcer cette dynamique, en favorisant l'implication des différents acteurs et en créant les conditions d'une école plus ouverte, plus inclusive et davantage en phase avec les enjeux du développement national. A cela s'ajoutent, l'assurance School AMU, qui offre une couverture santé gratuite aux élèves et la gratuité



des frais de scolarité au préscolaire, au primaire et au secondaire (collège et lycées) des établissements publics ainsi que, le programme national de cantines scolaires. Ce dernier programme offre des repas chauds gratuits aux élèves des écoles primaires publiques dans les zones les plus vulnérables pour lutter contre la malnutrition et réduire l'abandon scolaire. Des initiatives qui ont porté des fruits.

### Près de 900 nouveaux établissements créés

Au cours des dernières années, les pouvoirs publics ont poursuivi leurs investissements afin de rapprocher davantage l'offre éducative des populations et d'améliorer les conditions d'accueil des apprenants. Sur les trois dernières années, 898 établissements scolaires ont été créés, dont 471 au cours de l'année scolaire 2024-2025, 184 en 2025-



2026 et 243 pour l'année scolaire 2026-2027. Après le ralentissement enregistré en 2025-2026, le rythme des créations repart ainsi à la hausse avec 59 établissements supplémentaires par rapport à l'année précédente. Cette politique d'extension de la carte scolaire vise notamment à réduire les disparités territoriales et à répondre à la croissance continue des besoins en matière d'éducation.

### Près de 4 000 salles de classe construites ou prévues

L'effort porte également sur les infrastructures scolaires. De 2023 à 2026, le nombre cumulé de salles de classe construites ou prévues atteint 3 918, contre 1 312 en 2023. Les données font état de 1 312 salles en 2023, 1 185 en 2024, 1 340 en 2025 et 81 prévues en 2026. Au total, 2 606 salles supplémentaires viennent ainsi s'ajouter au volume enregistré en 2023.

Ces investissements doivent permettre d'améliorer progressivement les capacités d'accueil des établissements et

de créer un environnement plus favorable aux apprentissages.

### Plus de 45 000 enseignants en 2026

Le renforcement du corps enseignant constitue un autre volet important de cette transformation. Entre 2024 et 2026, l'effectif global des enseignants est passé de 36 914 à 45 233, soit une hausse de 8 319 enseignants, correspondant à une progression de 22,54 %.

La progression est particulièrement marquée dans le préscolaire, où les effectifs sont passés de 3 826 à 5 365 enseignants, soit une hausse de 40,22 %. Le lycée enregistre également une progression significative de 29,86 %, tandis que l'enseignement technique progresse de 25,59 %.

Pour cette rentrée, la dynamique doit encore être renforcée avec l'arrivée de 3 440 nouveaux enseignants fonctionnaires, parmi lesquels 304 enseignants de mathématiques, de physique-chimie et de technolo-



gie. A ceux-ci s'ajoutent 101 Fab managers chargés notamment d'accompagner le fonctionnement des FabLabs éducatifs.

### Des résultats en progression dans plusieurs examens

Les performances scolaires constituent également un indicateur important de l'évolution du système éducatif. Entre 2024 et 2026, plusieurs examens enregistrent des progressions significatives.

Le taux de réussite au Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC) passe ainsi de 44,09 % en 2024 à 57,35 % en 2026, soit une progression de 13,26 points.

Au BAC 2 général, la hausse est encore plus importante, avec un taux de réussite qui passe de 44,61 % à 82,17 %, soit 37,56 points supplémentaires.

Le Baccalauréat technique deuxième partie (BAC2 Technique) connaît également une progression notable, de 58,06 % à 81,66 %, tandis que le taux de réussite au Brevet de Technicien (BT) passe de 61,34 % à 78,14 %. Au Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP), il progresse de 86,29 % à 93,82 %.

Tous les indicateurs ne suivent toutefois pas la même tendance. Le BAC 1 technique recule de 60,71 % en 2024 à 53,76 % en 2026. Le BEP connaît également une baisse, passant de 98,89 % à 90,03 % sur la même période.

### Une école tournée vers les compétences et l'innovation

Au-delà des infrastructures et des effectifs, la transformation engagée entend également agir

sur les contenus et les méthodes d'apprentissage. L'introduction progressive des classes de métiers, le développement de l'enseignement scientifique, le déploiement des FabLabs éducatifs et la généralisation progressive de l'anglais au primaire traduisent cette volonté de rapprocher davantage l'école des réalités professionnelles et des besoins de l'économie.

La mise en place de la Direction des enseignements privés doit, pour sa part, renforcer la gouvernance et le suivi des établissements privés. A cela s'ajoutent, l'assurance School AMU, qui offre une couverture santé gratuite aux élèves et la gratuité des frais de scolarité et d'examen au préscolaire, au primaire et au secondaire (collège et lycées) des établissements publics ainsi que, le programme national de cantines scolaires. Ce dernier programme offre des repas chauds gratuits aux élèves des écoles primaires publiques dans les zones les plus vulnérables pour lutter contre la malnutrition et réduire l'abandon scolaire. Des initiatives qui ont déjà porté leurs fruits.

A travers ces différentes mesures, le Gouvernement entend construire une école plus accessible, plus performante et davantage tournée vers les compétences de demain. Les chiffres enregistrés entre 2023 et 2026 traduisent ainsi une volonté d'agir simultanément sur l'accès à l'éducation, les infrastructures, les ressources humaines, la qualité des apprentissages et l'innovation. Pour l'année scolaire 2026-2027, l'enjeu sera désormais de consolider ces acquis et de poursuivre la transformation du système éducatif afin de mieux répondre aux aspirations de la jeunesse et aux besoins futurs du pays.



## Industrialisation verte

## L'expertise du groupe Hyundai Motor en Afrique

Le Groupe de la Banque africaine de développement et le groupe Hyundai Motor sont convenus d'explorer les opportunités de coopération dans la mobilité durable et le développement industriel en Afrique, dans le cadre d'une lettre d'intention échangée à l'occasion de la visite d'une délégation de l'institution au siège du constructeur automobile coréen le 8 septembre 2026 à Séoul.

● Junior Aredola

Cette lettre d'intention définit six domaines de coopération : la transition vers les énergies propres, notamment les énergies renouvelables et l'hydrogène vert ; la mobilité durable ; les infrastructures de transport et de logistique ; les chaînes de valeur des véhicules électriques tirant parti des minéraux critiques de l'Afrique ; les capacités de production industrielle ; et le développement des talents dans la mobilité et l'énergie. Kevin Chika Urama, économiste en chef et vice-président du Groupe de la Banque chargé de la Gouvernance économique et de la Gestion des connaissances, représentait, à cette occasion, le président de l'institution panafricaine, Dr Sidi Ould Tah. Ce dernier présidait, au même moment



à Séoul, la 8e Conférence ministérielle de la Coopération économique Corée-Afrique (KOAPEC), marquant le 20e anniversaire du partenariat entre la Corée et l'Afrique. Au cours de son déplacement en Corée, le président Ould Tah a appelé les entreprises coréennes, dont le groupe Hyundai Motor, à renforcer leurs investissements en Afrique, mettant en avant les opportunités croissantes offertes par le continent dans les infras-

tructures, l'industrie manufacturière, la mobilité durable et les chaînes de valeur industrielles. Il a souligné que l'Afrique offrait aux entreprises coréennes de solides opportunités commerciales, la transformation locale contribuant à raccourcir et à diversifier les chaînes d'approvisionnement mondiales, à réduire les risques de perturbation, à créer une demande pour les machines et les services coréens, et à déve-

lopper la main-d'œuvre qualifiée nécessaire aux opérations futures. Il a insisté sur le fait que la création de valeur ajoutée n'était pas un acte de charité, mais un investissement stratégique dans la sécurité de la chaîne d'approvisionnement et la compétitivité à long terme. M. Urama a rencontré Jaehoon Chang, vice-président du groupe Hyundai Motor, afin de discuter des priorités de développement de l'Afrique et des éventuelles opportunités

de partenariat. « J'ai le plaisir de transmettre les remerciements du président Sidi Ould Tah à M. Jaehoon Chang, vice-président du groupe Hyundai Motor, ainsi qu'à son équipe, pour leur accueil à Séoul, a-t-il déclaré. Nous considérons le groupe Hyundai Motor comme un partenaire stratégique dans la transformation économique de l'Afrique. » « Nous nous réjouissons de concrétiser cette intention par la préparation conjointe de projets qui conjugueront l'expertise respective de Hyundai et de la Banque africaine de développement dans la mobilité durable, les technologies de l'hydrogène et les énergies propres, l'industrie manufacturière, les minéraux critiques et les chaînes de valeur des véhicules électriques, des infrastructures climato-intelligentes, du développement des talents et de la

coopération en matière de politiques sur le continent africain », a-t-il ajouté. La lettre d'intention s'inscrit dans le cadre stratégique des « Quatre Points cardinaux » du Groupe de la Banque. Les chaînes de valeur des véhicules électriques et des minéraux critiques contribuent à la construction d'infrastructures résilientes et de chaînes de valeur compétitives, tandis que le développement des talents permet de promouvoir l'objectif de transformer la dynamique démographique de l'Afrique en dividende économique. Ce partenariat est aligné sur l'ambition du Groupe de la Banque de débloquent les réserves de capital de l'Afrique en attirant des investissements privés, des technologies et des capitaux industriels à long terme dans des projets transformateurs dans l'ensemble du continent.

## Afrique

## La Corée promeut l'IA pour accélérer la transformation numérique

La République de Corée, dont le partenariat avec l'Afrique s'est considérablement renforcé ces dernières années, entend approfondir sa coopération de longue date avec le continent en mettant l'accent sur l'intelligence artificielle et les technologies numériques, a déclaré le 9 septembre 2026 à Séoul, le vice-Premier ministre coréen et ministre des Finances et de l'Économie, Koo Yun-cheol.

● Nicole Ezzo

Lors d'une conférence de presse, coanimée par le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Dr Sidi Ould Tah, Koo Yun-cheol a mis en exergue la coopération étroite entre la Corée et l'Afrique, renforcée depuis vingt ans par la montée en puissance du Fonds fiduciaire de la coopération économique Corée-Afrique (KOAPEC), géré par l'institution panafricaine. « La République de Corée veut renforcer sa coopération avec le continent africain dans un secteur essentiel comme l'intelligence artificielle (IA) et le numérique », a affirmé M. Yun-cheol, mettant en avant l'utilisation de l'IA dans la santé, l'éducation, l'agriculture, les transports et la formation au service des populations africaines. Selon le



Groupe de la Banque africaine de développement, l'intelligence artificielle pourrait contribuer à hauteur de 1 000 milliards de dollars américains au PIB de l'Afrique à partir de 2035, soit environ 4 % de croissance additionnelle. Rappelant que l'Afrique possède la population la plus jeune au monde, fortement tournée vers l'innovation, Dr Ould Tah a souligné que l'IA représentait un secteur offrant d'importantes opportunités aux investisseurs coréens. « Avec la population la plus jeune du monde, le plus

grand atout de l'Afrique dans le domaine de l'intelligence artificielle est sa population, a-t-il déclaré. Le défi qui se présente à nous consiste à transformer cette promesse démographique en puissance économique en mettant en place les infrastructures, les institutions et les opportunités nécessaires pour permettre à l'innovation de prospérer. »

**Déclaration  
conjointe et Plan  
d'action**

L'Afrique dispose

d'énormes ressources minières, dont les minerais critiques essentiels à la fabrication des véhicules électriques, des batteries, des systèmes d'énergies renouvelables, des technologies de pointe et des infrastructures de l'économie numérique. « L'Afrique ne veut pas rester cantonnée au rôle de fournisseur de matières premières, a-t-il poursuivi. Notre ambition est de passer de la production de matières premières à la création de valeur ajoutée, des minerais à la fabrication industrielle

locale, et de la richesse en ressources naturelles au développement de capacités industrielles locales ». Le président Ould Tah a précisé que le Groupe de la Banque africaine de développement, première institution de financement de développement sur le continent, disposait d'instruments de mobilisation des ressources pour accompagner les investisseurs coréens dans la réalisation de projets transformateurs au bénéfice des populations d'Afrique. À cet effet, la Banque africaine de développement porte une attention particulière à une évaluation réelle du risque africain, devenu un obstacle pour les investisseurs étrangers en raison de sa surévaluation. Dr Sidi Ould Tah a souligné que sa vision stratégique incarnée dans les Quatre Points cardinaux visait aussi à mobiliser des partenariats

solides, y compris avec le secteur privé pour transformer l'Afrique. Le vice-Premier ministre Yun-cheol a, pour sa part, salué le nouveau chapitre de coopération Corée-Afrique, matérialisé par une Déclaration conjointe. Assortie à un Plan d'action, la Déclaration a été adoptée par les participants à la Conférence ministérielle de la KOAPEC, dont la huitième édition s'est tenue du 8 au 11 septembre 2026 sur le thème « Exploiter l'intelligence artificielle et les infrastructures numériques pour la transformation de l'Afrique ». Le Plan d'action porte notamment sur le développement de l'IA dans divers secteurs, dont la santé, l'agriculture, le renforcement des capacités et la gouvernance, afin de contribuer à la transformation du continent.



# BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 18 septembre 2026

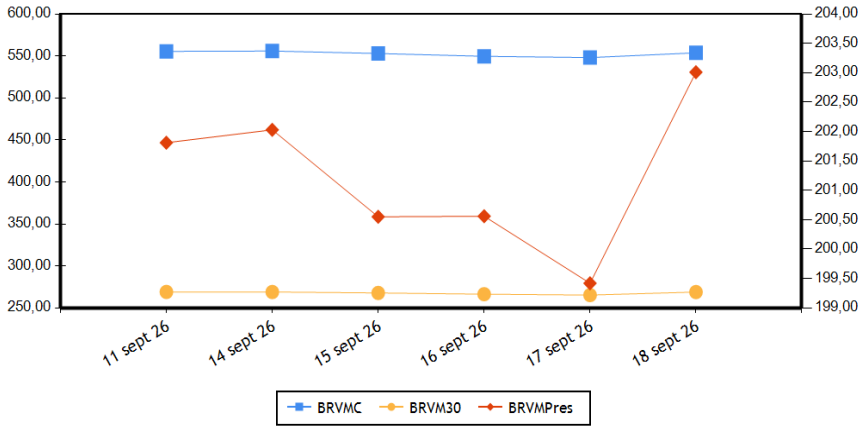
N° 177

| BRVM COMPOSITE     | 553,71  |
|--------------------|---------|
| Variation Jour     | 1,03 %  |
| Variation annuelle | 60,15 % |

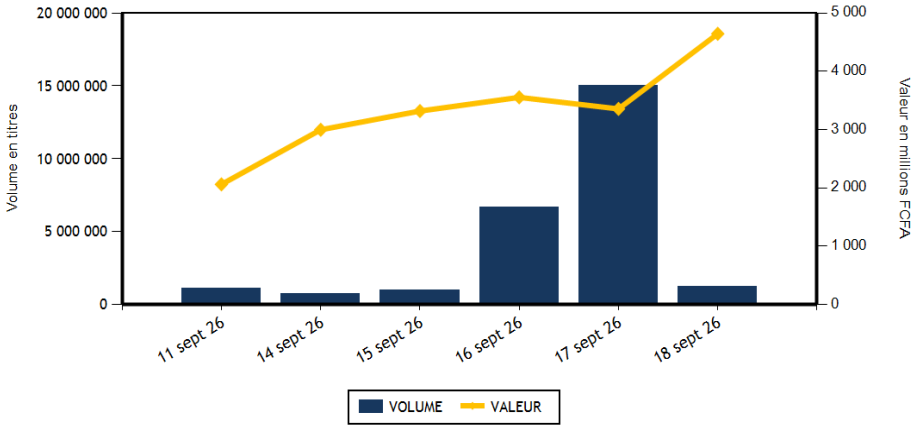
| BRVM 30            | 268,91  |
|--------------------|---------|
| Variation Jour     | 1,36 %  |
| Variation annuelle | 61,76 % |

| BRVM PRESTIGE      | 203,01  |
|--------------------|---------|
| Variation Jour     | 1,80 %  |
| Variation annuelle | 40,73 % |

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



| Actions                                           | Niveau             | Evol. Jour |
|---------------------------------------------------|--------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits) | 21 351 609 922 235 | 1,03 %     |
| Volume échangé (Actions & Droits)                 | 1 254 753          | -91,64 %   |
| Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)        | 4 627 361 186      | 38,46 %    |
| Nombre de titres transigés                        | 44                 | 0,00 %     |
| Nombre de titres en hausse                        | 8                  | -38,46 %   |
| Nombre de titres en baisse                        | 30                 | 3,45 %     |
| Nombre de titres inchangés                        | 6                  | 200,00 %   |

## PLUS FORTES HAUSSES

| Titres                                | Cours  | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|---------------------------------------|--------|------------|----------------|
| SONATEL SN (SNTS)                     | 42 190 | 7,49 %     | 61,52 %        |
| TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)     | 3 950  | 3,95 %     | 58,00 %        |
| SAFCA CI (SAFC)                       | 4 980  | 3,00 %     | 50,68 %        |
| SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC) | 38 900 | 2,37 %     | 30,12 %        |
| BICI CI (BICC)                        | 31 675 | 1,36 %     | 62,90 %        |

| Obligations                     | Niveau             | Evol. Jour |
|---------------------------------|--------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA) | 12 716 310 212 554 | 0,01 %     |
| Volume échangé                  | 1 936              | 47,34 %    |
| Valeur transigée (FCFA)         | 15 977 900         | 24,16 %    |
| Nombre de titres transigés      | 10                 | 66,67 %    |
| Nombre de titres en hausse      | 1                  |            |
| Nombre de titres en baisse      |                    | -100,00 %  |
| Nombre de titres inchangés      | 9                  | 80,00 %    |

## PLUS FORTES BAISSES

| Titres                            | Cours  | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|-----------------------------------|--------|------------|----------------|
| SODE CI (SDCC)                    | 12 485 | -7,48 %    | 115,26 %       |
| VIVO ENERGY CI (SHEC)             | 2 760  | -7,38 %    | 91,00 %        |
| SETAO CI (STAC)                   | 2 275  | -6,57 %    | 71,70 %        |
| TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)       | 4 305  | -3,91 %    | 11,10 %        |
| TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC) | 3 160  | -3,36 %    | 35,33 %        |

## INDICES PAR COMPARTIMENT

| Base = 100 au 02 janvier 2023 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume    | Valeur        | PER moyen |
|-------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|-----------|---------------|-----------|
| BRVM-PRESTIGE                 | 12                 | 203,01 | 1,80 %     | 40,73 %        | 124 406   | 3 388 672 990 | 14,69     |
| BRVM-PRINCIPAL (**)           | 35                 | 396,35 | -0,95 %    | 82,10 %        | 1 130 347 | 1 238 688 196 | 21,90     |

## INDICE TOTAL RETURN

| Base = 100 au 02 janvier 2025      | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume    | Valeur        | PER moyen |
|------------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|-----------|---------------|-----------|
| BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**) | 47                 | 222,98 | 1,03 %     | 67,48 %        | 1 254 753 | 4 627 361 186 | 17,74     |

## INDICES SECTORIELS

| Base = 100 au 02 janvier 2025       | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume    | Valeur        | PER moyen |
|-------------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|-----------|---------------|-----------|
| BRVM - TELECOMMUNICATIONS           | 3                  | 149,46 | 3,95 %     | 57,49 %        | 79 270    | 2 847 327 575 | 14,48     |
| BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE | 7                  | 205,05 | -1,45 %    | 18,51 %        | 40 845    | 111 442 040   | 40,17     |
| BRVM - SERVICES FINANCIERS          | 16                 | 254,61 | -0,13 %    | 74,56 %        | 1 050 026 | 1 128 419 621 | 17,02     |
| BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)    | 9                  | 274,88 | -0,92 %    | 27,21 %        | 25 918    | 312 151 350   | 10,15     |
| BRVM - INDUSTRIELS                  | 6                  | 220,77 | -2,34 %    | 66,83 %        | 31 123    | 83 115 635    | 127,09    |
| BRVM - ENERGIE                      | 4                  | 178,68 | -2,45 %    | 61,10 %        | 18 974    | 77 807 425    | 20,75     |
| BRVM - SERVICES PUBLICS             | 2                  | 272,03 | -2,45 %    | 156,87 %       | 8 597     | 67 097 540    | 25,53     |

| Indicateurs                         | BRVM COMPOSITE   |
|-------------------------------------|------------------|
| PER moyen du marché (**)            | 17,74            |
| Taux de rendement moyen du marché   | 5,92             |
| Taux de rentabilité moyen du marché | 4,84             |
| Nombre de sociétés cotées           | 47               |
| Nombre de lignes obligataires       | 206              |
| Volume moyen annuel par séance      | 1 978 810,00     |
| Valeur moyenne annuelle par séance  | 2 841 124 075,05 |

| Indicateurs                      | BRVM COMPOSITE |
|----------------------------------|----------------|
| Ratio moyen de liquidité         | 50,24          |
| Ratio moyen de satisfaction      | 44,74          |
| Ratio moyen de tendance          | 89,04          |
| Ratio moyen de couverture        | 112,30         |
| Taux de rotation moyen du marché | 0,11           |
| Prime de risque du marché        | -0,11          |
| Nombre de SGI participantes      | 37             |

## Horlogerie

### Les exportations de montres suisses ont grimpé à 1,78 milliard

Grâce à la Chine et au Japon, les exportations horlogères suisses ont augmenté de 9,1 % en août. Cela compense le net repli vers les États-Unis.

Les exportations horlogères suisses ont grimpé de 9,1 % en août, à 1,78 milliard de francs suisses, portées notamment par la Chine et le Japon qui ont compensé un net repli vers les États-Unis, a annoncé jeudi la fédération horlogère. En août, les exportations de montres suisses ont bondi de 22,1 % le Japon et de 15,8 % vers la Chine par rapport à la même période un an plus tôt, selon ses relevés. Elles ont en revanche chuté de 19,4 % vers les États-Unis et ce, «malgré une base de comparaison avantageuse», précise la fédération horlogère dans un communiqué. Depuis plusieurs mois, les statistiques horlogères sont déformées par un effet de base avec le choc des droits de douane américains l'an passé. Par précaution, les horlogers avaient rapidement constitué des stocks aux États-Unis avant leur entrée en vigueur.



#### Effondrement aux États-Unis

Mais à partir d'août, les exportations horlogères vers les États-Unis s'étaient effondrées lorsque la Maison Blanche avait imposé des droits de douane de 39 % à la Suisse jusqu'à ce qu'un projet d'accord pour les ramener à 15 % soit trouvé en novembre. S'y ajoute un second effet de distorsion avec la forte croissance depuis décembre des exportations vers la France, utilisée comme plateforme pour exporter les montres vers d'autres pays. Durant le mois écoulé, les exportations horlogères y ont bondi de 113,5 %. Les effets «de distorsion continuent de prédomi-

ner», a réagi Jean-Philippe Bertschy, analyste chez Vontobel, dans une note de marché. Les exportations vers les États-Unis restent «volatiles et faibles», estime toutefois l'analyste après avoir décortiqué les chiffres. Il se montre également prudent sur le rebond en Chine en août. «Un seul mois positif ne suffit pas à établir une reprise durable, en particulier au vu du regain d'inquiétude concernant la demande des consommateurs chinois», juge-t-il. Depuis plusieurs mois, ces effets de distorsion poussent les analystes financiers à recalculer les statistiques pour comprendre les tendances qui s'en dégagent.

Avec lematin.ch

## Messagerie instantanée

### Bientôt jusqu'à trois comptes WhatsApp sur le même smartphone

Le service de communication de Meta travaillerait sur une extension de sa fonction multicompte.

Après avoir introduit la possibilité d'utiliser deux comptes sur un même appareil, WhatsApp pourrait aller plus loin face au succès rencontré par cette option. Repérée par le site spécialisé WABetaInfo dans une version bêta du système iOS pour iPhone, cette nouveauté vise à simplifier la gestion de plusieurs comptes sans multiplier les appareils: le service de messagerie de Meta travaillerait sur la possibilité de gérer jusqu'à trois comptes simultanés sur un même smartphone. Jusqu'à récemment, les utilisateurs possédant deux numéros de mobile devaient souvent recourir à l'app WhatsApp classique pour le premier et à WhatsApp Business pour le second, ou utiliser deux smartphones séparés. L'ajout de la fonctionnalité multicompte (depuis 2023 sur Android et fin 2025 sur iOS) a simplifié les choses



● WhatsApp permet déjà de gérer deux comptes distincts sur le même appareil. Sven Hoppe/dpa

et pourrait bientôt être étendue avec l'ajout d'un troisième compte.

#### Un troisième compte directement dans l'app

Selon WABetaInfo, ce nouveau profil pourra être ajouté directement dans les paramètres de l'application. Le site précise que chaque compte bénéficiera d'une gestion totalement autonome de l'historique de conversation, des options de confidentialité et du système de verrouillage propres. Par ailleurs,

pour éviter toute confusion à la réception de messages, chaque notification indiquera le compte auquel elle est rattachée. Le grand public devra toutefois patienter quelques semaines, voire quelques mois, pour obtenir cette nouveauté dans une future mise à jour. Le déploiement de cette option, encore en cours de développement, n'est en effet pour l'instant accessible qu'à un nombre restreint d'utilisateurs. Les testeurs de la version bêta de l'application n'y ont pas encore accès.

## Distribution

### Migros vers une fusion historique de ses coopératives régionales

Le géant orange envisage une réorganisation majeure, au profit d'une structure centralisée, selon la presse dominicale.

La direction de Migros étudie une refonte en profondeur, selon les informations de la «NZZ am Sonntag». Le patron du groupe, Mario Irmingier, privilégierait la création d'une coopérative unique à l'échelle nationale. Une seconde option à l'étude consisterait à réduire le nombre de coopératives régionales de dix à trois, réparties entre la Suisse occidentale, centrale et orientale. Selon une source proche du dossier, un accord sur ce projet serait désormais proche.

#### Dépasser le modèle historique de 1941

L'organisation actuelle



repose sur un modèle mis en place en 1941 par le fondateur Gottlieb Duttweiler, caractérisé par des régions autonomes et fortes. La réorganisation, qui s'inscrit dans la stratégie «Vision 2035», vise une simplification et une hausse de l'efficacité pour maintenir la compétitivité du groupe à long terme. Migros a confirmé mener

des réflexions internes sur une nouvelle structure, tout en précisant qu'aucune décision finale n'a été arrêtée. Le groupe étudierait la possibilité de mettre en œuvre la réorganisation sans passer par un vote populaire, qui impliquerait de consulter 2,3 millions de coopérateurs.

Avec lematin.ch

## Aérien

### Air Corsica, Air Caraïbes et French Bee jouent l'alliance depuis Orly

Grâce à cet accord de partage de codes avec Air Caraïbes et French Bee, Air Corsica compte élargir son réseau international et attirer une nouvelle clientèle, notamment nord-américaine.

À Orly, la bataille des réseaux aériens se joue aussi dans les correspondances. Air Corsica vient de s'offrir une nouvelle carte à jouer. La compagnie corse a annoncé mardi un accord de partage de codes avec Air Caraïbes et French Bee, les deux transporteurs du groupe familial Dubreuil. Une alliance qui doit notamment permettre de mieux connecter la Corse aux marchés internationaux, avec une cible clairement affichée : l'Amérique du Nord. L'intérêt de l'opération tient moins à l'ouverture de nouvelles lignes qu'à la mise en commun de réseaux existants. Grâce au partage de codes, un passager peut réserver un trajet unique et enregistrer ses bagages jusqu'à sa destination finale, même lorsque son voyage combine plusieurs compagnies. Dans le dispositif annoncé, la correspondance s'effectuera à Paris-Orly. Pour Air Corsica, le mécanisme permet surtout d'étendre son réseau au-delà de ses propres avions. La compagnie insulaire peut ainsi profiter de liaison long-courrier opérée par Air Caraïbes et French Bee sans avoir à dévelop-



per elle-même une flotte dédiée à ces marchés. Le choix d'Orly n'est pas anodin : l'aéroport parisien constitue le point de rencontre des trois compagnies et devient, avec cet accord, une plateforme de correspondance entre la Corse et les réseaux internationaux du groupe Dubreuil. Air Caraïbes dispose d'une expertise sur les Antilles et la Guyane française. French Bee dessert notamment l'Amérique du Nord, l'océan Indien et Tahiti. Air Corsica apporte de son côté son réseau entre Paris et les principales plateformes aéroportuaires corses.

#### Changer d'échelle sans devenir long-courrier

L'enjeu est important pour Air Corsica. Détenue à 66,8 % par la Collecti-

tivité de Corse, la compagnie a transporté près de 2,3 millions de passagers en 2025, ce qui en fait la troisième compagnie aérienne française derrière Air France et Transavia France. Son modèle reste largement construit autour de la desserte de l'île et des marchés de proximité. L'accord avec le groupe Dubreuil lui offre une manière d'élargir ce périmètre sans bouleverser son modèle industriel. Pour le groupe Dubreuil, l'opération présente également un intérêt. Air Caraïbes et French Bee peuvent accroître la portée commerciale de leurs réseaux en proposant la Corse comme destination finale à leurs passagers. Dans l'autre sens, la clientèle d'Air Corsica gagne un accès simplifié à leurs destinations long-courriers.

LT (avec AFP)

Développement durable

# A quatre ans de 2030, le compte n'y est pas

À quatre ans de l'échéance fixée pour atteindre les objectifs de développement durable, l'ONU tente de ranimer une ambition malmenée par les guerres, la dette et le dérèglement climatique. Vendredi, à New York, António Guterres a rappelé les gouvernements à leur promesse, alors qu'un peu plus d'un tiers seulement des cibles sont aujourd'hui en bonne voie.

Il y eut d'abord Broadway. Vendredi matin, dans le vaste hall de l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York, la troupe du Roi Lion a ouvert l'évènement « Moment ODD » par une chanson de la célèbre comédie musicale, tandis que défilaient sur les écrans géants des images de scènes africaines. Puis les lumières se sont ralumées sur une réalité nettement moins euphorique : à quatre ans de 2030, le monde est très loin d'avoir tenu les promesses qu'il s'était faites 11 ans plus tôt. Adoptés en 2015 par les Etats membres de l'ONU, les 17 objectifs de développement durable (ODD) constituent une feuille de route mondiale allant de l'élimination de l'extrême pauvreté à l'accès à l'éducation et à la santé, en passant par



● *ONU Photos / Manuel Elías L'Assemblée générale des Nations Unies lors d'une réunion sur les objectifs de développement durable (ODD) à New York (archive).*

l'égalité entre les sexes et la lutte contre le dérèglement climatique. Sur les 139 cibles pour lesquelles des tendances peuvent actuellement être mesurées, seules 36 % sont en bonne voie ou enregistrent des progrès modérés. Les avancées existent, reconnaît l'ONU, mais restent « trop lentes et trop inégales ».

### Des milliards pour la guerre

La liste dressée par le chef de l'ONU ressemble à l'inventaire des fractures du moment : conflits, défiance internationale,

insécurité économique, perturbations des flux alimentaires et énergétiques, dérèglement climatique, recul des droits des femmes, dette des pays en développement et investissements insuffisants. Avec, en toile de fond, une contradiction que M. Guterres a résumée sans détour : « le monde continue de dépenser des sommes sans précédent pour faire la guerre, alors que les ressources consacrées au développement font défaut ». A quelques jours de l'arrivée à Manhattan des chefs d'Etat et de gouvernement pour le débat général de la

81<sup>e</sup> Assemblée générale, son avertissement avait valeur de rappel à l'ordre. « Les promesses faites par les gouvernements lors de l'adoption des objectifs ne sont pas tenues. Il est temps de les honorer », a-t-il lancé. Le constat a été chiffré par Khalilur Rahman, ministre des affaires étrangères du Bangladesh qui vient de prendre, la semaine dernière, la présidence de l'Assemblée générale. Près de la moitié des cibles mesurables progressent trop lentement et 15 % ont reculé par rapport à leur niveau de 2015, a-t-il relevé. En 2025, 2,1

milliards de personnes ont connu une insécurité alimentaire modérée ou grave, tandis qu'environ une personne sur 10 vit encore dans l'extrême pauvreté. Le financement se dérobe précisément au moment où il devrait accélérer.

### La dette étouffe le développement

C'est sur ce verrou qu'a insisté Amar Bendjama, président de l'ECOSOC, l'organe chargé de coordonner une grande partie des travaux économiques, sociaux et de développement de l'ONU. Il a appelé à une réunion spéciale consacrée à la dette. Pour aider réellement les pays les plus vulnérables, a-t-il estimé, il faut alléger un fardeau qui « annihile leurs efforts et restreint leur développement ». António Guterres réclame, lui, des banques multilatérales de développement plus puissantes, une meil-

leure représentation des pays en développement dans le système financier international et un principe simple : « la dette doit être au service du développement, et non l'étouffer ». Le climat ajoute son propre compte à rebours. Khalilur Rahman a rappelé qu'avec les politiques actuelles, la planète se dirige vers un réchauffement pouvant atteindre 2,8 °C au cours du siècle, loin de l'objectif de 1,5 °C. Pour M. Guterres, la transition énergétique constitue pourtant l'un des rares domaines où la dynamique peut encore être rapidement inversée : dans la majeure partie du monde, a-t-il souligné, les renouvelables sont désormais la source d'électricité la moins chère et celle dont la croissance est la plus rapide.

*Avec news.un.org*

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Les rentrées d'argent seront bonnes à souhait, mais les dépenses auront tendance à grandir. Mettez de l'ordre dans vos finances et soyez plus circonspect dans vos placements. Vous serez particulièrement inspirés dans vos transactions financières diverses. La pratique d'un violon d'Ingres permettra à certains d'en tirer des profits appréciables.

**Taureau** L'influence de la présente configuration planétaire devrait se faire sentir surtout sur le plan financier. Nombreux sont les natifs qui seront aidés par leurs parents et autres personnes plus âgées de la famille, ce qui leur permettra d'avancer plus rapidement que prévu. Vous pouvez compter sur une suite favorable à votre demande d'aide ou de bourse.

**Gémeaux** Un petit coup de chance est possible aujourd'hui. C'est en effet Vénus, la planète de l'amour, mais qui est aussi, avec Jupiter et Neptune, l'une des planètes de chance du Zodiaque, qui influencera l'un de vos secteurs d'argent. Ne vous attendez pas à gagner le gros lot au Loto, mais vous pourrez tout de même avoir une bonne surprise : par exemple voir quelqu'un vous rembourser une dette que vous aviez oubliée, ou une personne compétente vous accorder une prime imprévue, sur laquelle vous ne comptiez pas.

**Cancer** Vous bénéficierez d'une chance pécuniaire insolente ! L'argent affluera sur votre compte en banque. Les astres mettront en commun leurs forces pour vous rendre avisé, charmeur, bref, pour vous transformer en un fin limier de la finance. Cependant, si votre gain est le résultat d'un travail en équipe, veillez à ce qu'il soit équitablement partagé.

**Lion** Cette configuration de Saturne pourra fragiliser votre équilibre budgétaire. Vous aurez intérêt à vous montrer économe si vous ne voulez pas voir empirer la situation. Ceux d'entre vous qui auraient fait preuve de négligence vis-à-vis du fisc pourraient se voir réclamer un reliquat d'impôt !

**Vierge** Votre situation matérielle devrait se développer à partir d'aujourd'hui. Vous pourrez faire des placements intéressants à moyen terme, et effectuer des transactions financières fructueuses. Chance aux jeux ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

**Balance** Vous aurez à traverser une journée difficile sur le plan matériel, qu'il s'agisse d'un retard d'impôts, d'une somme importante à sortir, de capitaux qui vous feront défaut ou de pertes dues à une mauvaise gestion, par exemple. Mais enfin, vous trouverez les solutions.

**Scorpion** Côté finances, la Lune va vous mettre des bâtons dans les roues. Attention, quelques natifs pourraient recevoir une tuile sur la tête aujourd'hui : retards d'impôts, vieille dette qui réapparaît, etc. Quoi qu'il arrive, vous feriez bien d'adopter des mesures de prévention et de mettre une petite somme de côté tant qu'il est encore temps.

**Sagittaire** Attendez-vous à recevoir un cadeau du Ciel : une somme d'argent provenant soit de l'issue d'un procès, soit d'une assurance, soit d'une indemnité ou encore d'un héritage.

**Capricorne** A propos d'une succession en cours ou d'un héritage en vue, vous devrez être sur vos gardes, car on pourrait chercher à vous nuire. Veillez à ce que tous les documents soient parfaitement en ordre.

**Verseau** Votre sens de l'opportunité, bien aiguisé par l'action de Jupiter, vous permettra de compter sur une certaine chance financière aujourd'hui. Mais prenez garde à ne pas sortir de la légalité, et sachez refuser les offres douteuses sur ce plan.

**Poisson** Selon toutes les indications astrales, vous allez acquérir plus d'aisance sur le plan financier grâce à un mariage, à une association ou plus simplement à l'amélioration de la situation financière de votre partenaire.

**L'économiste** du Togo  
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : Agoè Assiyé non loin de la Poste  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

### Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

### Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

UNION ÉCONOMIQUE ET  
MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE



VISION  
PROSPECTIVE  
**UEMOA**  
**2040**

*Huit pays, un destin commun*

Kozah / chefferie traditionnelle

# Des acteurs outillés pour une bonne gestion des affaires coutumières

Les acteurs impliqués dans le processus de gestion de la chefferie traditionnelle ont été outillés le samedi 19 septembre à Kara sur les textes et procédures régissant la désignation et la reconnaissance des chefs traditionnels au cours d'un atelier de renforcement de leurs capacités.

Organisée par le ministère de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et des Affaires coutumières, la session a réuni les préfets, les maires, les gardiens des us et coutumes, ainsi que les secrétaires généraux des préfectures et des communes de la région de la Kara. L'objectif visé est de permettre à ces différents acteurs de mieux maîtriser le cadre légal et les procédures inhérentes afin de réduire les incompréhensions et les contestations liées à la désignation et à la reconnaissance des chefs traditionnels. Il s'agit de prévenir les conflits et de favoriser une gestion consensuelle de cette institution au sein des communautés. Les travaux ont porté sur trois modules essentiels à savoir les textes législatifs et réglementaires régissant la chefferie traditionnelle ; la composition et le fonctionnement des organes de désignation des chefs traditionnels, ainsi que la composition, l'étude et la transmission des dossiers de recon-



naissance des chefs traditionnels. Ouvrant les travaux au nom du ministre de tutelle, le préfet de la Kara, Col. Bonfo Faré, a rappelé le rôle central de la chefferie traditionnelle dans la société. Garante des us et coutumes, elle contribue a-t-il précisé à la résolution des conflits, au maintien de la cohésion sociale et à la préservation de l'identité culturelle. « Cette entité territoriale constitue également un relais entre l'administration et les populations. La maîtrise du cadre légal et des bonnes pratiques en la matière par chacun de nous est donc un gage indispensable pour une gestion apaisée, transparente et consensuelle de la chefferie traditionnelle », a conclu le représen-

tant du pouvoir central. Le directeur de la Chefferie traditionnelle, Wazabalo Massimlawé a expliqué que ce renforcement de compétences des acteurs impliqués fait suite aux difficultés constatées sur le terrain notamment, la méconnaissance du cadre légal. L'étape de Kara intervient après celles de Dapaong, Mango et Bassar. Les étapes suivantes sont prévues du 21 au 26 septembre prochains respectivement à Sokodé, Atakpamé, Kpalimé, Tsévié et Adétikopé. Le ministère en charge des affaires coutumières envisage également d'autres formations destinées aux chefs traditionnels sur leurs droits, obligations et responsabilités.

Avec ATOP/AE/TAL/AR

OM

# Le grand plan d'urgence pour renflouer les caisses du club

Confronté à une situation financière particulièrement délicate et désormais privé des injections régulières de Frank McCourt, l'OM doit repenser son modèle économique. La direction phocéenne explore plusieurs leviers pour trouver de nouvelles ressources, sans sacrifier les ambitions sportives du club.

L'Olympique de Marseille jouera ce dimanche soir un Classique bien particulier au Parc des Princes (20h45). Après des années durant lesquelles Frank McCourt a régulièrement comblé les déficits du club, la direction phocéenne doit désormais trouver de nouvelles sources de financement. Le propriétaire américain aurait encore injecté 120 millions d'euros au premier semestre, mais ne souhaiterait désormais plus remettre au pot. Une décision qui intervient alors que l'OM a enregistré 105 M€ de pertes sur l'exercice 2025 et doit répondre aux exigences de l'UEFA et de la DNCG. Une cure d'austérité qui pourrait durer « deux ou trois ans ». Arrivé à la présidence début juillet, Stéphane Richard se retrouve donc avec une mission prioritaire : augmenter les revenus du club sans dépendre continuellement de McCourt. Et plusieurs pistes sont déjà explorées. Selon le JDD, Adidas devrait notamment redevenir l'équipementier de l'OM dès la saison prochaine. Des discussions et



opportunités seraient également étudiées du côté du golfe Persique, tandis que McCourt chercherait des partenaires stratégiques susceptibles de l'épauler dans le financement du club.

## Franck McCourt ne veut pas lâcher l'OM

Le nom de Rodolphe Saa-dé revient également dans l'équation. Déjà très présent à Marseille et partenaire majeur de l'OM par l'intermédiaire de CMA-CGM, l'homme d'affaires réfléchirait à la meilleure manière d'aider le club à sortir de cette situation. Un rachat ne serait toutefois pas à l'ordre du jour, car « sa phobie, c'est d'avoir les ultras en permanence au

pied de sa tour », confirme une source. La direction cherche donc à multiplier les nouvelles ressources commerciales et les partenariats, alors que les contraintes imposées par la DNCG obligent parallèlement l'OM à réduire sa masse salariale de près de moitié. Cette pression financière a déjà des conséquences directes sur le sportif. Malgré plusieurs ventes importantes, notamment celles de Mason Greenwood, Facundo Medina et Quinten Timber, les objectifs fixés ne seraient toujours pas atteints et Marseille reste paralysé sur le mercato. Le cas Igor Paixão illustre parfaitement ce dilemme : son départ à Sunderland pour 30 M€ aurait été à quelques minutes d'être finalisé avant que Stéphane Richard et Gregory Lorenzi ne parviennent à stopper l'opération. Selon le JDD, Bruno Genesio aurait même probablement démissionné en cas de vente du Brésilien. L'OM doit désormais résoudre une équation particulièrement complexe pour éviter de sombrer...

Avec footmercato.net

Agou / rentrée scolaire 2026-2027

# Des fournitures scolaires distribuées aux élèves nécessiteux

Le député Yossah Yawotsè a distribué, lors d'une tournée effectuée les 17 et 18 septembre dans les différents établissements scolaires publics et privés dans la commune Agou 2, des fournitures scolaires aux élèves nécessiteux.

Au total 23 établissements ont été visités dont des écoles primaires d'Amoussoukopé, Adzaka, Lankui, Wudzralè, Wutegblé, Séva, Adamé, Nyidové, Kotokopé, Kpodzahoun, Zoukpé, Nyitoé, Henonoé; les CEG d'Amoussoukopé, Adzaka, Glekopé, Adamé, Nyitoé ainsi que les lycées d'Adamé et d'Amoussoukopé. Dans ces établissements, le député a remis des paquets de cahiers, des stylos, des craies (blancs et couleurs), ainsi que des effaceurs aux élèves nécessiteux identifiés sur place. En dehors de ces kits scolaires, le député a également offert une



tonne de ciment aux responsables de l'école primaire publique groupe A d'Amoussoukopé pour la réhabilitation des marches défectueuses de certains bâtiments. Des ardoisines ont été également offertes à l'EPP Wutegble pour noircir les tableaux. Ce geste permettra aux bénéficiaires d'aborder avec confiance et sérénité la

rentrée scolaire 2026-2027 et aussi de donner le meilleur d'eux-mêmes. Pour l'occasion, des difficultés liées au fonctionnement des écoles ont été relevées par les responsables desdits établissements. Ces difficultés sont, entre autres, le manque d'enseignants, d'électricité, d'eau et aussi la réticence de certains élèves à venir à

l'école. Il a été aussi remarqué le vol de certains équipements destinés aux usages de l'eau et d'électrification dans certaines écoles. Le député Yossah Yawotsè a sensibilisé les apprenants à être atten-

tif à l'école et à obéir aux enseignants et aux parents. Il a exhorté les filles à se concentrer sur les études et à ne pas se laisser bernier par les hommes. Les responsables des différents établissements ont

témoigné leur gratitude au député pour son geste à l'endroit des élèves nécessiteux ce qui, selon eux, traduit son attachement au développement local à travers l'éducation.

ATOP/MET/BSM/AR

## Opportunités !!!

**Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.**

**Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.**

**Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.**



FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION,  
DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION (FONI)



THÈME

# FINANCEMENT DES SECTEURS AGRICOLE, IMMOBILIER ET MINIER EN AFRIQUE

19 au 22 Oct. 2026

Conakry, Guinée

- ▶ **Master Class 1**  
« La Clinique du Droit »
- ▶ **Master Class 2**  
« Marketing, Digitalisation  
et Distribution  
des Produits & Services Financiers  
à l'Ère de l'IA »
- ▶ **Master Class 3**  
« Financial Lab : Maîtriser l'Art du Financement »
- ▶ **Master Class 4**  
« L'Atelier de l'Entrepreneur »

## BONUS

- Un annuaire du forum
- Des sessions de networking dédiées
- Une communication sur mesure

+224 627 55 63 98

inscriptions@foni.africa

+228 93 03 36 36

inscriptions sur [www.foni.africa](http://www.foni.africa)

Organisé par



Organisé par **AFRIK FINANCES** : Leader de l'Intermédiation en Afrique